

# Alexis Dirakis : « L'UE oeuvre à la transposition du modèle politique, monétaire et économique allemand à l'échelle continentale ».



*Alexis Dirakis est sociologue et philosophe. Il est membre du centre franco-allemand de recherches en sciences sociales de Berlin. Après avoir publié un article roboratif sur « [Les ressorts du consensus allemand sur l'Europe](#) » dans la revue *Le Débat*, il revient pour *L'arène nue* sur ledit consensus, sur le "couple" franco-allemand et les innombrables incompréhensions qui le traversent, sur la trajectoire historique particulière de la nation*

## **allemande et sur les perspectives possible pour l'avenir de l'Europe.**

\*\*\*

***Dans votre dernier article paru dans Le Débat et intitulé « [Les ressorts du consensus allemand sur l'Europe](#) », vous expliquez que la vocation européenne de l'Allemagne ne s'y discute pas, et que tout le monde, outre-Rhin, est d'accord sur le fait que « l'Europe importe plus que l'Allemagne ». N'y a-t-il pas là un paradoxe alors que les dernières élections législatives (24/09) ont vu monter des partis « souverainistes » (AfD et, dans une certaine mesure, FDP), et que la crise politique actuelle dans le pays est précisément liée à cela ?***

*L'AfD est née des craintes suscitées par la monnaie unique. C'est l'euro et non pas l'Europe qui préoccupait en premier lieu ce parti. L'AfD n'a en effet jamais plaidé pour une sortie de l'UE. Il n'envisage encore aujourd'hui cette possibilité qu'en dernier recours. Or même dans ce cas, le parti s'engage à participer à la refondation d'une nouvelle communauté économique européenne.*

*Pour autant, ce jeune parti, instable, tiraillé par des divergences internes et en réponse à une nouvelle inquiétude, migratoire cette fois, a déplacé son centre de gravité de l'économique vers le politique. La question de l'euro a ainsi été supplantée par celle de l'identité, des frontières, de l'État-nation, des valeurs traditionnelles, etc. Cette mue du parti a relégué au second plan le thème, originel, de l'euro mais aussi la critique globale de l'UE alors*

*même que celle-ci se radicalise dans les coulisses du parti. Pour le formuler autrement : l'AfD ne s'assume pas pleinement comme un parti anti-bruxellois. La question de la sortie de l'UE demeure taboue alors même qu'elle se déduit logiquement de son programme politique.*

*Bref, si l'AfD fait depuis peu exception au consensus allemand sur l'Europe, ses réticences à affirmer explicitement son antieuropéanisme sont révélatrices, indirectement, de la force même de ce consensus. Ce parti se cantonne aujourd'hui dans une posture anti-Merkel. Une stratégie confortable et de fait payante, mais certainement pas à la hauteur de son programme politique bien plus ambitieux. Nous avons eu en France le cas inverse : durant plusieurs années, le Front National a incessamment plaidé pour une sortie de l'Europe pourtant absente de son programme.*

***Vous expliquez que l'Allemagne a une sorte de vocation naturelle à l'Europe supranationale, pluriethnique et décentralisée, du fait de son mode d'organisation « naturel » : le Reich. Pouvez-vous expliquer ce dont il s'agit, en quoi ce n'est ni tout à fait un Empire ni (encore moins) une nation, et en quoi le Troisième Reich fut, malgré son appellation, un « faux » Reich ?***

*Le Saint-Empire romain germanique, qui s'étend du couronnement d'Otton Ier en 962 au renoncement à la couronne impériale par François II en 1806, est l'archétype du Reich. Il s'agit d'une organisation politique extrêmement complexe, dont la complexité est aggravée par son envergure et sa longévité, mais dont on peut résumer quelques traits généraux et distinctifs. Culturellement, le Reich se voulait le gardien de la chrétienté et de la civilisation européenne (en tant que double héritier de l'Empire romain et de l'Empire carolingien). Géographiquement, il recouvrait, au moment de sa plus grande extension, l'intégralité de l'Europe centrale. Politiquement, il consistait en un fédéralisme médiéval: multiconfessionnel, multiethnique, multiétatique et supra- (ou du moins inter-)national.*

*Le Saint-Empire romain n'est pas à proprement parler un Empire pour au moins deux raisons : il ne suppose pas nécessairement un empereur à sa*

*tête d'une part, et ne dispose pas d'une organisation centralisée d'autre part.*

*C'est sur ce dernier point que l'appellation Troisième Reich, comme celles de « Grand Reich germanique » à partir de 1938 ou de la loi du 30 janvier 1934, dite de la « reconstruction du Reich », sont fallacieuses. L'Allemagne nazie se voulait politiquement moderne, elle dissout en ce sens les Länder, abolit le fédéralisme et rompt ainsi avec l'héritage politique des divers empires allemands au profit d'une organisation administrative faisant de Berlin une capitale à part entière : le cœur d'un pouvoir maintenant centralisateur. En matière d'impérialisme, l'idéal des national-socialistes s'apparentait donc plus à l'Imperium Romanum qu'au Saint-Empire.*

*De façon générale, le parti nazi n'était pas conservateur, mais « primitiviste », avec pour grand dessin la restauration de la communauté germanique originelle et non pas celle de la culture ou des traditions séculaires qui ont pourtant fait l'Allemagne.*

***Que pensez-vous de la notion « d'hégémon réticent », ainsi que certains auteurs anglo-saxons qualifient l'Allemagne pour signifier que sa domination de l'Europe n'a pas été voulue, et qu'elle n'est guère assumée, ou de celle, équivalente, de « puissance sans désir » employée par Wolfgang Streeck ?***

*Le caractère indéfectible de l'engagement allemand pour plus d'intégration européenne me semble difficilement contestable. Or il contredit l'idée d'une puissance sans désir. Œuvrer fidèlement et obstinément à la réalisation d'une nouvelle organisation politique et économique à l'échelle continentale ne peut se faire sans une ambition profonde et une Weltanschauung bien ancrée. Là se situe le désir de cette puissance dont il faut comprendre les enjeux.*

*Cette domination est-elle voulue ? On pourra tout d'abord questionner la pertinence du concept de « domination ». Il me semble abusif. Il y a une*

*différence entre donner le ton et exercer une suprématie. Dans le cas de l'Allemagne, le concept de « domination » nous incite en outre à des télescopages historiques qui ne facilitent pas la considération sereine du problème. Je parlerais plus volontiers d'une prédominance de l'Allemagne en Europe par l'intermédiaire de l'UE. Elle est d'autant plus patente que cette prééminence est double : structurelle et politique.*

*Structurelle, ou programmatique, en premier lieu : de par le degré de similitude entre les principaux instruments politiques et économiques de l'Allemagne et ceux de l'UE ; entre l'euro et le Deutsche Mark, la BCE et la Bundesbank, l'ordre monétaire européen et l'ordolibéralisme allemand, l'organisation politique de l'UE et le fédéralisme constitutionnaliste d'outre-Rhin. De fait, l'UE oeuvre, intentionnellement ou non mais pour une part essentielle, à la transposition du modèle politique, monétaire et économique allemand à l'échelle continentale.*

*Une prééminence politique et bureaucratique en second lieu. L'Allemagne n'a pas manqué de convertir sa puissance économique en une puissance politique. Elle ne peut, en tant que grand vainqueur de la mondialisation, demeurer à la marge de l'échiquier mondial d'un point de vue diplomatique mais aussi, dans une moindre mesure, militaire. Elle tend donc fatalement à faire de son pouvoir une force. C'est la moindre des choses. Il n'y a pas à s'en étonner. Le poids de la mauvaise conscience historique et le désir de se racheter ne sauraient contrevenir à cette tendance, ils servent au contraire de nouvelles ambitions internationales.*

*Ce travail de conversion et d'expansion de sa puissance en une prééminence politique et bureaucratique au sein de l'UE est en outre favorisé, toléré, si ce n'est encouragé, par l'économisme qui domine à Bruxelles. L'excellence économique donne tous les droits dans un monde où la production de richesse est la mesure de toute chose. La complaisance, dont font preuve les responsables européens à l'égard de leurs confrères allemands, trouve sa raison dans ce fétichisme économiste. Il n'y a pas de soumission sans consentement, là non plus. Parce que l'Allemagne réussit mieux économiquement, elle devient, pour ses partenaires envieux, un modèle à*

*part entière et incontestée dans son pouvoir croissant.*

***Mais justement, si la prééminence structurelle s'est déjà révélée un peu fortuite (les Allemands avaient sans doute moins envie que les Français de faire l'euro dans les années 1990 par exemple), la prééminence politique n'était-elle pas encore plus difficile à prédire ?***

*Si. Elle n'a pu être explicitement voulue, car elle n'a pu être anticipée ; du moins pas jusqu'à une période récente. Cette prépondérance résulte de nombreuses circonstances fortuites: la réunification, l'instauration d'une monnaie unique, l'élargissement de l'Europe, etc. L'Allemagne n'a pu prévoir cette nouvelle donne continentale mais, dans le court terme, elle a su, avec intelligence et pragmatisme, saisir les opportunités offertes par cette conjoncture : calcul de parité entre la monnaie unique et le Deutsche Mark, délocalisations vers l'Est, siège de la BCE à Francfort, euro fort, nombre grandissant de technocrates allemands et de leurs plus fidèles collaborateurs au sein de l'appareil bruxellois, etc. Et il n'est pas dit que le Brexit ne conforte la position allemande sur le continent. Certains diplomates berlinois s'avouent sur ce point très optimistes.*

*Toutefois et par principe, ce n'est pas parce que la prédominance n'est pas assumée qu'elle n'est pas voulue ou intimement désirée. On ne (pré)domine jamais malgré soi. Si la prédominance allemande n'est effectivement pas assumée publiquement, c'est en raison de l'image toujours sulfureuse de l'Allemagne et de la nature même du projet européen qui – faut-il le préciser – n'a pas été promu à cette fin. A la question « l'Allemagne assume-t-elle sa puissance ? », il faut répondre que cela lui est doublement interdit : au regard du souvenir des ravages de sa précédente hégémonie continentale d'une part, et compte tenu des valeurs et principes même de l'Union Européenne (ceux de la solidarité, de la paix, de la réconciliation de peuples, de l'équilibre des forces, etc.) d'autre part.*

*On comprend ainsi l'importance de la France pour Berlin en tant qu'alibi de ses ambitions unilatérales, tandis qu'à l'inverse le « couple » formé avec la*

*puissance allemande permet à la France de dissimuler son insignifiance croissante sur un plan politique et économique. On comprend aussi l'aspiration légitime des élites allemandes à redorer le blason de leur prestigieux pays quitte à promouvoir une politique migratoire incomparable de démesure. Mais là encore, même dans son élan de générosité, l'Allemagne pêche par unilatéralisme et jusqu'au-boutisme. Elle inquiète toujours.*

*Enfin, l'Allemagne ne peut assumer publiquement sa prédominance pour une raison d'ordre culturel : son apolitisme ; un désintérêt pour la chose publique dont ce pays s'est souvent réveillé par sursauts violents et qui résulte doublement de sa tradition fédérale et de sa culture protestante. Or, on confond trop aisément l'apolitisme allemand avec une réticence supposée à la prédominance politique. Le manque de sens politique n'interdit pas l'intelligence stratégique ni le désir de leadership. Mais il rend ce dernier trop manifeste et, en ce sens, compromettant au sein d'une organisation internationale qui a pour principe l'égalité démocratique.*

*La répartition des tâches au sein du couple franco-allemand entre une Allemagne économique et une France politique est révélatrice de cette différence culturelle. Si réticence il y a, elle se comprend par l'absence de sens politique dans sa forme moderne : le sens de la juste mesure, de l'éloquence, une certaine démagogie aussi, le souci de l'intérêt le plus commun, etc. Les Allemands jouent d'autant moins le jeu de la diplomatie qu'ils en maîtrisent mal les codes. Ils n'ont pas les moyens de leur fin. Cela explique le caractère velléitaire ou erratique de leur diplomatie – faite de volte-faces, d'initiatives non assumées, d'unilatéralisme – et le mutisme symptomatique de la chancelière dès que les circonstances lui imposent pourtant de prendre la parole.*

*Une dernière nuance et pour la même raison : la prédominance de l'Allemagne n'a pas pour finalité la domination politique de ce pays mais celle de son modèle (économique, monétaire et politique) au sein de l'UE. C'est ici que la question de l'hégémonie supposée de l'Allemagne révèle toute sa complexité, dès lors que ce pays n'agit pas tant au nom de ses intérêts*

*propres que de fausses évidences réifiées, de principes trop idéalisés pour y reconnaître un biais ethnocentrique. Dire qu'ils servent en premier lieu ses intérêts et qu'ils renvoient à une tradition culturelle allemande ne suffit pas à les délégitimer. D'une part, le pays, qui a vu naître le mouvement de la Réforme et qui s'est imposé par la suite comme la nouvelle patrie de la philosophie, se considère volontiers comme un lieu privilégié de dévoilement de la vérité du monde et de rayonnement de l'esprit humain. Ce qui n'est pas infondé. D'autre part, l'individualisme protestant et l'organisation fédérale du pays ont renforcé, sans commune mesure, le poids de la responsabilité individuelle. L'ordre social se constitue ici non pas par en haut mais par en bas. Cela ne va pas sans une idéalisation de la discipline et du contrôle de soi qui rend la psychologie allemande si singulière et pour beaucoup obscure. Ces deux points – le sentiment d'un rapport privilégié à la vérité du monde et l'individualisation de l'ordre et du contrôle sociaux – font partie de son orgueil et la rendent peu encline au relativisme et à l'auto-critique. Ils contribuent au contraire à absolutiser certains principes particularistes. C'est l'universalisme à l'allemande, si l'on ose dire.*

*Nous en avons l'illustration dans l'attitude des diplomates allemands à l'égard des pays du Sud, dont le contentement hédoniste et le chaos parasitaire qu'ils y reconnaissent, sont pour eux une insulte au genre humain. Il ne faut pas s'étonner que leur attitude envers ceux-ci s'apparente à celle de missionnaires prêchant les principes élémentaires d'une vie enfin guidée par la raison : le sens de l'ordre, de l'honneur, de la hiérarchie, des responsabilités, etc.*

*Il ne suffit donc pas de souligner que les principes que défend unilatéralement Berlin sur le continent sont éminemment allemands et servent principalement ses intérêts pour en dévoiler l'injustice. Car ce qu'il y a de mieux en Allemagne se confond traditionnellement avec ce qu'il y a de mieux en l'Homme. Il est propre aux grandes nations de croître en l'universalité de leurs principes.*

*Pour sa part, la France, qui n'a pas moindre prétention, lie son complexe de*



*supériorité, et l'anthropologie sous-jacente à celle-ci, à des questions d'ordre moral et politique. Un autre registre. A chacun son ethnocentrisme.*

***Une grosse part de l'incompréhension entre la France et l'Allemagne ne vient-elle pas du fait d'une histoire politique que tout oppose, avec une Allemagne qui est la « nation tard venue », selon une célèbre formule, et qui s'est longtemps vécue comme un Empire, et une France qui fut (avec l'Angleterre) l'une des nations les plus tôt venues dans l'histoire européenne ?***

*Assurément. Et l'on peut craindre que l'Allemagne ne persiste dans son retard du fait même de son attachement à l'UE, c'est-à-dire de sa fidélité à une forme fédérale et continentale d'organisation politique. Le désir d'intégration européenne se confond ici avec celui de demeurer dans ce qu'il faut bien appeler un anachronisme politique, d'origine impériale de surcroît.*

*En outre, si l'État-nation se généralise comme forme d'organisation des communautés humaines sur l'ensemble du globe, le fédéralisme, à l'échelle mondiale, se porte mal : il facilite la désunion des peuples, exacerbe leurs différences et inégalités à la fois économiques et culturelles, paralyse le pouvoir politique – lorsque celui-ci n'est pas personnalisé, accaparé par l'État profond ou dicté par les capitaines de l'industrie. Or, j'ai la faiblesse de croire que la modernité politique coïncide avec le dépassement de cette forme d'organisation politique et que le fédéralisme ne pourra permettre à l'échelle européenne ce qu'il ne parvient que difficilement à réaliser au seul niveau national : assurer l'unité du peuple, un consensus politique autour de l'intérêt général, un véritable espace public ouvert à la contradiction, un appareil politique jouissant d'une liberté d'action suffisamment ample pour ne pas s'enliser dans la lenteur et la cacophonie parlementaires, etc.*

***L'Allemagne a-t-elle encore besoin de la France ? Sachant qu'il est presque inconcevable pour Berlin qu'il n'y ait pas d'Europe, mais tout aussi inconcevable qu'elle ne soit pas allemande, ne sommes nous pas coincés ?***

*Le destin de l'Allemagne est intimement lié à celui de l'Europe or il ne peut y avoir d'Europe ni d'UE sans la France. Il s'agit là d'un formidable moyen de pression sur Berlin et Bruxelles dont nos élites ne semblent saisir ni l'importance ni l'opportunité politique qu'il représente. Seul Paris peut offrir un contre-poids crédible à la prééminence de Berlin. Les Allemands seront toujours contraints de considérer notre point de vue, aussi réprobateur soit-il. Or, il ne s'agit rien de moins que de briser l'unilatéralité intransigeante de l'Allemagne, d'un point de vue diplomatique, et de renverser la dynamique expansionniste de son modèle bancaire, monétaire, constitutionnaliste et fédéral, d'un point de vue structurel. Cela ne se fera sans certaines crispations des deux côtés du Rhin, sans un rapport de force durable, mais dont il faut accepter le prix pour le bien de l'Europe. C'est-à-dire pour le bien également de l'Allemagne dont la prédominance se retourne inévitablement contre elle. On ne saurait donc pas lui abandonner la définition de l'Europe ni celle de l'europpéen.*

*Par ailleurs, faire contre-poids à l'Allemagne ne doit pas incliner à isoler ou à s'isoler de ce pays. Au contraire, un rapprochement culturel et intellectuel, une meilleure connaissance de nos voisins faciliterait le dépassement heureux de nos dissensions. Là encore, malgré les nombreux efforts dans ce sens, la France accuse un retard incontestable par rapport à l'Allemagne qui lui reste encore trop exotique. Un exemple parmi d'autres : alors qu'outre-Rhin il n'est pas exceptionnel qu'un homme politique ou un journaliste lisent quotidiennement la presse française, l'inverse est assez rare.*

### ***La France serait donc en position de force sans le savoir ?***

*Absolument. Elle possède une marge de manœuvre considérable pour proposer une refondation ou une réorientation de l'UE. Mais les situations objectives n'influent pas mécaniquement sur les esprits. Aussi, nos élites doivent-elles en premier lieu se libérer de cette prison mentale qu'est l'économisme. Cette idéologie incline à l'apathie politique et au suivisme, c'est-à-dire à la soumission fascinée aux vainqueurs de la mondialisation.*

*Ainsi le Président français a-t-il exprimé à Davos sa volonté d'« aligner la France sur l'Allemagne et l'Europe du nord ». Au regard de la divergence de nos cultures économiques, cette stratégie, qui vise à rattraper l'Allemagne sur son propre terrain, ne mènera dans le meilleur des cas qu'à un rapprochement honorable – et non pas à une égalité ou à un dépassement de celle-ci. Un rapprochement dont le coût social, pour les mêmes raisons, sera encore plus lourd en France qu'il ne l'est outre-Rhin.*

### ***Du coup...que pourrait proposer Paris ?***

*Alors que la classe politique française se réclame unanimement du Général de Gaulle – une récupération souvent faite de malentendus et de cynisme, faut-il le préciser –, elle pourrait passer de l'incantation à l'action, en faisant sienne, par exemple, l'idée éminemment gaullienne d'une confédération d'États-nations.*

*Voilà une réponse crédible à ce qui me semble être le problème élémentaire de l'UE : le respect des identités : celles des nations qui composent l'Europe, mais également celle de l'Europe même (on n'ose plus dire de « la civilisation européenne »).*

*La question de l'identité me semble en effet cruciale car l'existence et l'expansion de l'UE repose sur un déni général des identités européennes, non pas seulement en demeurant aveugle ou hostiles à celles-ci mais également en idéalisant, en absolutisant subrepticement certaines cultures au détriment des autres. L'UE promeut la paix et l'égalité au prix d'une indifférenciation qui ne peut qu'aggraver les inégalités et les crispations entre les peuples.*

*Les questions économiques et monétaires, celles de démocratie ou de souveraineté – autour desquelles se cristallisent les inquiétudes suscitées par l'Europe – ne sont que secondaires au regard de la question identitaire : celles-là dérivent de celle-ci. La multitudes des crises auxquelles l'UE fait face ne sont que la forme éclatante mais superficielle de conflits plus profonds car éminemment identitaires et culturels : des conflits*

*résultant de divergences – si ce n'est d'antagonismes – dans notre relation à l'État, à la nation, à l'élite politique, à la religion, à l'histoire et à l'espace européens. Autant de relations qui renvoient à leur tour à l'ancienneté, à l'absence ou encore à l'immaturité de pratiques et d'institutions politiques, économiques et sociales que seule l'histoire toujours singulière des peuples peut éclairer et autour desquelles se structurent leurs identités potentiellement contradictoires.*

*C'est ainsi que ressurgissent, selon les cas et selon les camps – dans un espace paradoxalement aveugle des identités ou hostiles à celle-ci – des prétentions ou des ressentiments ancestraux, des animosités ou des condescendances héritées, des velléités ou des ambitions séculaires, un désir de repentance ou un esprit de revanche sur l'Histoire, etc. C'est une banalité de le dire, mais ce rappel s'impose au regard de la violence indifférenciatrice qu'exerce l'économisme sur les conditions élémentaires de la vie collective. Il tend ainsi à briser le lien subtil et précaire qui lie, tout de même, nos singularités du fait de notre histoire mêlée, européenne.*

*Je pense que les grands problèmes de l'UE sont intimement liés à cette question, et que c'est sur celle-ci que se joue déjà son avenir, de moins en moins probable. Par l'économisme de nos élites, le particularisme allemand et l'universalisme français, nous cumulons les points aveugles face cette réalité première. Or l'UE ne pourra pas persister à dénier l'Europe, son histoire, sa richesse culturelle et la diversité de ses identités, sans se condamner elle-même.*